

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

crise économique

les travailleurs sont les grands perdants

pages 4 et 5

conférence de paris

une abdication déguisée ?

page 3

après le colloque de benghazi

khadafi et la «troisième théorie»

Du 28 février au 2 mars s'est tenu à Benghazi, en Libye, un colloque « De Gaulle-Nasser » organisé, côté français, par le Front Progressiste (gaullistes de gauche) et côté arabe, par l'Union Socialiste Arabe, le parti unique libyen. J'y suis allé, moins pour entendre développer de savants parallèles — parfois très discutables — entre les deux hommes d'Etat morts à six semaines d'intervalle, que pour juger sur pièces, autant que faire se peut, les acquis de la Révolution du 1^{er} septembre 1969.

Quel Français à peine moyen, quel indécrottable Dupont-Lajoie à béret basque et baguette de pain, inventa un jour l'expression « travail d'Arabe » pour désigner un boulot mal fait ? L'œuvre immense accomplie depuis 5 ans par ce peuple de deux millions d'habitants, répartis — de façon inégale — sur un territoire grand comme trois fois et demi notre hexagone, vous saute aux yeux dès l'instant où la Caravelle des « Libyan Arab Airlines » amorce sa descente sur Tripoli, la capitale du pays (300 000 habitants). A perte de vue, ce ne sont que champs verdoyants (mais oui !) alignés comme des dominos, rangées d'arbres feuillus, maisonnettes crépies de blanc. Puis, comme on approche de Tripoli, le paysage se modifie brusquement, et devient celui de toutes nos banlieues : H.L.M., cheminées d'usines. Un vieil habitué du pays nous apprend qu'avant 1969, à la place de tout ce que nous venons de voir, il n'y avait que du sable, des cailloux et des bidonvilles. Plus tard, de la bouche même du Président Kadhafi, venu nous rendre visite au volant de sa « Land-Rover », nous apprendrons mieux encore : toute l'économie libyenne est en cours de socialisation « par le bas », c'est-à-dire qu'à l'appropriation étatique des moyens de production, encore appelée « socialisme » par quelques marxistes attardés d'Occident, la Libye préfère une sorte d'actionariat ouvrier — le travail musculaire ou intellectuel étant considéré comme un apport en capital, et donnant droit, de ce seul fait, à un certain nombre d'actions. Qu'en pensent notre P.S.U. et notre C.E.R.E.S. ?

Au tableau noir, craie en main, sous deux immenses portraits de De Gaulle et de Nasser qui se font pendant de part et d'autre de la tribune, le Colonel Kadhafi nous expose longue-

ment les fondements de sa « troisième théorie internationale » :

— A l'intérieur, socialisme et liberté, c'est-à-dire refus simultané du capitalisme privé et du communisme étatique. « Propriété communautaire » (ce que j'ai nommé plus haut l'actionariat ouvrier). La maison, qui abrite la famille, étant ce que l'homme a de plus sacré, chacun devra posséder la sienne. La relation propriétaire/locataire devra donc, dans un proche avenir, être abolie. Enfin, respect scrupuleux des préceptes de l'Islam — « la religion étant, avec le nationalisme, l'un des deux principaux moteurs de l'Histoire ». Ici, une précision : nous autres Français, imprégnés peu ou prou de laïcité, pourrions être tentés de voir là une résurgence du « fanatisme musulman ». Rien ne serait plus erroné. Le Colonel Kadhafi croit fermement à la relativité des religions. De même qu'à ses yeux le Coran exprime la seule vérité du monde arabe, de même le christianisme exprime la seule vérité du monde occidental. « Vous, Français, si vous niez que le Christ soit ressuscité, alors vous niez l'Histoire, vous niez qu'il y ait eu deux guerres mondiales, bref vous niez l'évidence » nous a-t-il déclaré textuellement.

— A l'extérieur, refus des blocs et des hégémonies, libération des peuples, indépendance nationale, coopération, coexistence pacifique.

Bien entendu, Kadhafi ne prétend pas être l'inventeur de ces grands idéaux. Toute la paternité en revient, selon lui, à Nasser, dont il s'efforce humblement mais inlassablement, de poursuivre l'œuvre — interrompue en juin 1967 — de libération et d'unification de la nation arabe.

EUROPE OU MEDITERRANEE ?

Ici, nous touchons du doigt les limites qu'il convient d'imposer à tout parallèle entre De Gaulle et Nasser, limites qui parfois ont été abusivement franchies par un certain nombre de congressistes, tant arabes que français. Pendant ces trois jours, en effet, j'ai constaté avec agacement et regret que nombre d'intellectuels arabes, peu ou mal informés des réalités de ce côté-ci de « mare nostrum », sont enclins à croire qu'il existe une « nation » européenne comme il existe une nation arabe, et que De Gaulle aurait été à la première ce que Nasser fut à la seconde.

J'ai entendu aussi, avec colère, un certain nombre de Français souscrire à cette chimère lecanuettisque, et évoquer à tour de bras le dialogue « Euro-arabe » — comme s'il existait, comme s'il pouvait exister une autre Europe que celle des « marchands de bretelles », pour reprendre la plaisante formule de Gabriel Matzneff.

Tout de même, il s'est trouvé, côté français, deux ou trois personnes pour dénoncer cette illusion dangereuse. N'était-il pas indispensable de montrer à nos amis et interlocuteurs arabes que le mythe européen, en Europe même, est loin de faire l'unanimité ? On me permettra de citer ma propre intervention :

« Depuis que je suis à Benghazi, j'entends beaucoup parler, à droite et à gauche, de dialogue Euro-arabe, et rarement de dialogue franco-arabe. Quand, par hasard, ou par inadvertance, on parle de coopération franco-arabe, ou

méditerranéenne, quand on parle, à juste titre, d'y associer l'Espagne ou la Grèce, on s'empresse d'ajouter qu'il ne s'agit que d'une première étape vers l'union de toute l'Europe. Tout se passe, en fait, comme si la France et la Méditerranée étaient devenues soudain trop lourdes aux épaules des Français, qui chercheraient à s'en décharger sur nos soi-disant « partenaires » européens.

Au risque de surprendre ou de choquer, je tiens à dire que le mot « dialogue Euro-arabe » ne recouvre aucune réalité.

Je m'explique.

Nos amis arabes nassériens sont conscients d'appartenir à une seule nation arabe, avec une religion commune, des traditions communes, une langue commune, et même un ennemi commun — le sionisme — ce qui constitue un important facteur de cohésion, comme l'avait déjà remarqué Bismarck.

Ils ont donc tendance à croire qu'il en est de même en Europe. Or, c'est une lourde erreur. Il n'y a en Europe ni religion commune (du moins depuis quatre siècles), ni traditions communes, ni langue commune, et s'il y a un ennemi commun — l'impérialisme américain — huit pays européens sur neuf s'obstinent à le considérer comme un ami ! De Gaulle le savait fort bien. C'est pourquoi il a combattu avec ardeur les partisans de la supranationalité. Faire de lui, à titre posthume, un pan-européen au sens où Nasser était pan-arabe, est un abus de langage, pour ne pas dire plus.

Laissons donc l'Europe anglo-saxonne à son cher océan atlantique, et battons-nous pour une coopération entre riverains de la Méditerranée, tous les riverains de la Méditerranée, mais seulement les riverains de la Méditerranée. »

UN AXE PARIS-TRIPOLI

Cette idée d'une coopération entre pays riverains rencontre, m'a-t-il semblé, un certain écho, tant chez les Arabes que chez les Français. Les conversations que j'ai eues, hors séances, avec des délégués libyens, égyptiens, libanais, irakiens, syriens, me l'ont prouvé. Quant au Colonel Kadhafi lui-même, il a déclaré (en réponse à une question d'Olivier Germain-Thomas, directeur de L'Appel) que ce Colloque pouvait être le point de départ d'une série d'initiatives concrètes dans le domaine de la coopération méditerranéenne — coopération dont l'objectif final doit être, à ses yeux, l'évacuation de la Méditerranée par les flottes étrangères, et l'édification d'une communauté méditerranéenne capable non seulement de se dresser victorieusement contre les impérialismes, mais aussi d'apporter au monde une nouvelle civilisation qui ne passe ni par le modèle américain, ni par le modèle soviétique.

En conclusion, je citerai ce que m'a dit un ancien diplomate libanais, aujourd'hui à la retraite, et qui vit en France :

« Jusqu'à nouvel ordre, la Libye est le seul pays arabe qui soit politiquement stable, le seul point fixe auquel vous, Français, puissiez vous amarrer solidement en Méditerranée. Si la Méditerranée doit se faire, ce sera autour d'un axe Paris-Tripoli ».

Daniel BEDOT

Une erreur typographique s'est glissée dans l'article de Philippe Vimeux, à propos d'un texte de Malraux (Naf 191). Au sixième paragraphe, il fallait lire :

« On comprend qu'un Malraux, qui a épousé les civilisations dans ce qu'elles ont à la fois de plus irrationnel, de plus mystérieux et de plus permanent, soit saisi de frayeur devant cette dérive du bateau déserté par son capitaine. Les mythes nous « parlent », plus que nous les « parlons ». Mais l'âme des civilisations ne peut-elle pas mourir ? Qui résistera devant les techniques prodigieuses devenues l'outil d'une pratique « à la petite semaine » ? »

éditorial

une abdication déguisée ?

La semaine écoulée a été fertile en réunions diplomatiques qui ont toutes fait ressortir à la fois que le chantage mondial américain devenait de plus en plus éhonté et que la possibilité de constituer un front des moyennes puissances contre l'impérialisme des Etats-Unis devenait chaque jour plus importante.

KISSINGER OU AL CAPONE ?

M. Giscard d'Estaing envoie le 1^{er} mars une lettre aux chefs d'Etats des dix-sept pays (1) représentant soit les pays exportateurs de pétrole, soit les pays consommateurs, soit le tiers-monde non producteur. Cette missive les invite à participer à Paris le 7 avril à une réunion préparatoire de la conférence tripartite sur l'énergie. Colère immédiate des Etats-Unis. M. Kissinger aurait voulu que la France lui demandât la permission. Il aurait surtout souhaité que les pays industrialisés acceptent le principe... d'un prix-plancher du pétrole. M. Kissinger redoute en effet une trop grande baisse des produits pétroliers qui serait motivée par la restriction de la consommation dans les pays industrialisés. Les Etats-Unis ont peur que l'exploitation de l'énergie nucléaire et des schistes bitumeux ne soit plus rentable si le prix du baril de pétrole tombe au-dessous de 9 dollars. Et de suggérer que la Communauté Economique Européenne taxe tout pétrole qui aurait un prix inférieur. Ainsi les Etats-Unis — qui importent du pétrole et le paient en dollars dévalués — pourront continuer à prospérer et à dominer un monde occidental voué à la récession !!!

Les 3 et 4 mars le conseil des ministres des Neuf se réunit à Bruxelles. Tous les partenaires européens de la France qui sont membres de la pro-américaine Agence Inter-

nationale de l'Energie ont reçu une note de M. Kissinger développant la thèse du prix-plancher. Aucun ne juge utile d'en informer la France. Ils se montrent en outre quelque peu réticents quant aux modalités de la conférence tripartite sur l'énergie. Illustration très spéciale de la pseudo-solidarité européenne.

LA RIPOSTE ALGÉRIENNE

Dans le même temps s'ouvre à Alger, le 4 mars le « sommet » d'Alger. M. Boumedienne répond à la proposition française par un « oui, mais ». D'accord pour venir à Paris à condition que soit traité l'ensemble du problème des matières premières mais aussi la question de la remise en ordre du système économique et monétaire international. A quoi servirait en effet, à l'Algérie ou à l'Iran, des exportations de pétrole payées en monnaie dévaluée et qui ne seraient pas assurées d'une compensation sous forme d'une aide technologique et industrielle. Bref, M. Boumedienne déclare en substance : « Nous sommes prêts à faire stagner voire à baisser nos prix pétroliers à condition que soit arrêté un plan de développement des pays producteurs, voire de l'ensemble du Tiers-Monde ». Politique qui coïncide avec la ligne officielle de la diplomatie française mais nullement avec le néo-colonialisme papalard de l'Etat et des multinationales américains.

GISCARD : SIMULER L'INDÉPENDANCE

Alors, doit-on créditer M. Giscard d'Estaing d'une initiative apparemment conforme au projet capétien et gaullien de lutte contre les hégémonies et d'indépendance nationale ?

Surtout pas ! Giscard fait semblant d'avoir un projet pour la diplomatie française. Mais en fait il accepte implicitement la dilution de notre pays dans l'euro-péisme et l'atlantisme.

Car la France ne sera pas présente à la réunion de Paris. Son représentant, « président technique » des débats, n'aura qu'un rôle de gentil animateur des réunions. Sur le plan politique, elle sera représentée par... un haut-fonctionnaire irlandais !

L'Irlande est en effet présidente en exercice du Conseil des ministres du Marché Commun et c'est la Communauté Economique Européenne (et non la France, l'Angleterre ou l'Italie) qui est invitée à Paris. Autrement dit, nous acceptons de nous effacer en tant que nation devant une entité au sein de laquelle tous nos partenaires sont plus ou moins acquis au point de vue américain.

De la sorte la France risque fort de se retrouver dans l'humiliante position de février 1974 ; le représentant allemand du Marché Commun à la conférence de Washington avait alors abandonné la position relativement ferme, péniblement négociée entre nos partenaires et nous, pour se rallier au point de vue américain.

Giscard, instruit par ce précédent, le sait mais s'en moque. Il fait semblant d'être patriote comme il fait semblant d'être social et soigne son image de marque sans contrister la bourgeoisie européenne et atlantiste dont il est issu. Et tant pis pour la France !

N.A.F.

(1) Soit nos huit partenaires du Marché commun, les Etats-Unis et le Japon pour les pays consommateurs, l'Algérie, l'Iran, l'Arabie et le Venezuela pour les pays exportateurs, le Brésil, l'Inde et le Zaïre pour le Tiers-Monde.

Il y a trente ans Yalta...

LA FRANCE FACE AUX BLOCS

réunion le

MERCREDI 19 MARS A 20 H 45
44, rue de Rennes
(Métro Saint-Germain-des-Prés)

avec la participation :

- Général Becam (Parti Socialiste)
- O. Germain-Thomas (L'Appel)
- B. Renouvin (N.A.F.)
- J.-P. Fasseau (U.J.P.)

débat présenté par :

- P. Gélinet (Institut de Politique Etrangère)

les mercredis de la naf

Chaque semaine la N.A.F. organise une conférence suivie de débat. Les réunions ont lieu à 21 heures, 12, rue du Renard, 75004 Paris (salle du 2^e étage) (métro Hôtel-de-Ville).

● Mercredi 12 mars : Notre invité de trimestre, Bertrand Fessard de Foucault.

● Attention, en raison de la réunion rue de Rennes, qui est annoncée par ailleurs,

il n'y aura pas de Mercredi de la N.A.F. le 19 mars. Les séances reprendront le mercredi 9 avril.

A la fois lieu de rencontre, de formation et de discussion, les mercredis de la N.A.F. sont un moment privilégié auquel sont spécialement conviés tous les sympathisants et simples curieux désireux de mieux connaître la N.A.F.

chômage

le changement, pour qui ?

● Une augmentation inquiétante du chômage. Les travailleurs sont les principales victimes de la crise.

« Il n'est pas en notre pouvoir de dresser des digues contre l'océan », M. Roger Martin, P.D.G. de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson qualifiait ainsi, dans une récente lettre au personnel, la récession et le chômage que vit la société française en ce début 1975.

la crise

Car la situation est plus noire que ne le proclament les statistiques officielles. Alors que l'I.N.S.E.E. annonçait 766 000 chômeurs fin février, le B.I.T. (1) faisait état il y a quelques jours de 1 200 000, auxquels il faut ajouter 500 000 chômeurs partiels.

Et la crise va s'aggraver dans les mois qui viennent. En mars et avril l'activité économique de la France sera en baisse de 20 % au moins par rapport à la même période de 1974. Certains secteurs seront très touchés, telles les industries papetières et chimiques, le textile, l'automobile et plus récemment encore, la sidérurgie pour laquelle les prévisions ne font pas état de reprise avant octobre ou janvier prochain.

Combien de chômeurs ? Quels licenciements seront opérés ? Autant de questions angoissantes pour les travailleurs.

Faisant suite à ceux de Noël, des arrêts dits conjoncturels — de six jours à un mois — ont

été annoncés pour la fin du mois. Ils toucheront des dizaines, voire plusieurs centaines de milliers de personnes qui seront autant de chômeurs supplémentaires. Ceux qui ne vivent ni ne connaissent les difficultés du monde ouvrier pourront se consoler en pensant qu'après tout, ils recevront 60 ou 80 % de leur salaire. Mais ces mêmes esprits forts seraient-ils prêts à accepter une semblable réduction de leurs propres revenus ?

A première vue, ces mesures apparaissent limitées dans le temps. Mais, en fait, il est prévu dès à présent de les répéter dans les mois qui suivront. Si la crise dure jusqu'à janvier 1976, la tentation sera alors grande pour les entreprises de procéder à des licenciements pour alléger leurs frais généraux. Certaines études prévoient 2 à 3 millions de chômeurs partiels à la fin de l'année.

une profonde injustice

Une question se pose : après avoir créé la richesse de la société industrielle, après avoir contribué aux très sensibles gains de productivité de ces dernières années, est-il équitable de renvoyer les travailleurs — qui ne sont pas des robots avec boutons marche et arrêt — sous prétexte que les machines doivent produire moins, et alors que les administratifs, la mai-

trise et les cadres restent en place ? Ceci au lendemain d'une année 1974 particulièrement prospère, où bon nombre d'entreprises annonçaient des bénéfices et des chiffres d'affaires en progression de près de 50 % par rapport à 1973.

Il y a là une profonde injustice que le monde du travail n'admettra pas. Le Parti communiste l'a bien senti, et s'est porté, curieusement, à la pointe du combat syndical. Comme l'exprimait Jean Girette ces procédés ancreront davantage chez les ouvriers la conviction que la société actuelle fonctionne au profit d'une caste privilégiée. Tout se passe en effet comme si les travailleurs étaient associés à l'entreprise dans ses difficultés alors qu'ils sont exclus au partage des bénéfices. **Le salaire perçu à la fin de chaque mois ne saurait en rien représenter la totalité de ce qui est dû aux travailleurs.**

Au moment où est déposé le rapport Sudreau qui, à certains égards, prend l'allure de montagne ayant accouché d'une souris, l'annonce des licenciements et des mesures de chômage conjoncturel permettent de douter de la volonté de réforme de la société tant proclamée par Giscard d'Estaing.

Mais peut-être faut-il y voir l'effet d'une volonté politique qui consisterait à casser l'inflation sur le dos des travailleurs. Si c'est en cela que réside le changement annoncé pour 1975, ils s'en souviendront.

François TOUCY

(1) Bureau International du Travail.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

immigrés

assistance ou solidarité ?

Le 27 février dernier, le chef de l'Etat en déplacement à Marseille a rendu visite à des immigrés. Au cours de cette visite, il a annoncé un certain nombre de mesures qui sont dans l'esprit des « vingt-cinq points » publiés le 9 octobre 1974 : contrats entre l'Etat et les grandes municipalités pour la construction de logements destinés aux immigrés, création de centres de pré-formation professionnelle, politique accentuée d'alphabétisation, etc.

une opération électorale

Cette visite, complaisamment montée en épingle par les médias, présente, reconnaissons-le, un certain nombre d'aspects positifs. Elle a d'abord un intérêt diplomatique certain à l'heure où la lutte contre l'impérialisme américain suppose un rapprochement plus étroit de la France et de l'Algérie. Par ailleurs elle a le mérite de flétrir, mieux que de longs discours, le racisme latent qui sévit dans une partie de la population des grandes villes.

Cependant nous ne pouvons nous empêcher d'éprouver un certain scepticisme devant ce nouvel aspect du spectacle Giscard. Scepticisme provoqué tout d'abord par un précédent : lorsque fut constitué en mai 1974 le gouvernement Chirac, le poste de secrétaire d'Etat à l'immigration fut confié à M. Postel-Vinay qui était parfaitement au courant du problème. Or celui-ci dut démissionner deux mois plus tard, car la façon dont ses crédits avait été sabrés dans le cadre de la politique d'austérité le mettait dans l'impossibilité de faire quoi que ce soit d'efficace. Son successeur, M. Dijoud, est un politicien qui songe surtout à préparer la succession de Gaston Defferre à la mairie de Marseille et semble avoir organisé d'abord dans ce but le raid éclair de M. Giscard.

En outre, comment croire que le pouvoir va montrer de la sollicitude aux immigrés alors qu'il se refuse obstinément à aider les harkis qui, eux, sont français ?

Mais admettons que les mesures présidentielles constituent autre chose qu'une opération publicitaire. Si utiles soient-elles, suffiront-elles à résoudre le problème ?

Notons en premier lieu que la conjoncture économique est en ce moment particulièrement défavorable aux immigrés : en période de récession, ils sont tout désignés pour être licenciés par priorité.

● Les immigrés, isolés et déracinés, sont atteints, encore plus que les Français par la même crise de société.

miséreux et frustrés

Même si la prospérité revient, ils demeureront les parias de la société de consommation. Venus pour envoyer le maximum de l'argent gagné à leurs familles restées au « pays » ils sont réduits à vivre dans des conditions misérables. Leur entassement dans des taudis infects exploités par des marchands de sommeil en est la manifestation la plus frappante. Leurs conditions d'habitat font qu'ils sont relégués dans les quartiers les plus insalubres ou les banlieues-bidonvilles des cités. Vivant dans cet isolement et cette promiscuité, fenus à part par leur misère, ils sont objets de méfiance, de peur et rapidement d'hostilité de la part de la population française. Ceci est particulièrement vrai pour les Nord-Africains dans un pays où les blessures profondes provoquées par la guerre d'Algérie ont du mal à se cicatriser.

Et surtout, ils ont sous les yeux le spectacle de la société d'abondance dont ils sont exclus. Que doit penser l'éboueur algérien qui travaille dans le 16^e arrondissement ou à Neuilly lorsque, sa journée terminée, il regagne sa chambre de la Goutte-d'Or dans laquelle il s'entasse avec huit ou dix de ses coréligionnaires ? Que doit-il éprouver lorsqu'il voit sur les murs d'alléchantes publicités pour des produits qu'il n'aura jamais la possibilité d'acheter ? Etonnons-nous dans ces conditions qu'à certains moments les nerfs lâchent et que le taux de délinquance ou d'hospitalisation soit élevé chez les immigrés !

Alors que faire ? D'abord, bien sûr, multiplier les palliatifs du style construction de logements au loyer le plus modéré possible ou formation professionnelle. Mais cela ne résoudra pas le problème de l'isolement de noyaux d'immigrés dans une population à laquelle ils ne veulent pas s'intégrer.

Pour que les immigrés soient acceptés par nos compatriotes, il est indispensable de leur faire comprendre qu'un pays qui veut avoir une politique méditerranéenne et africaine montre

le meilleur visage possible aux immigrés (1) portugais, algériens ou noirs. Voilà pour la raison. Mais rien ne sera résolu si l'on ne touche pas le cœur des Français.

Ceux-ci, et c'est humain, ne se mettent pas à la place d'un immigré. On pourrait appliquer à leur vision de l'immigration la réflexion que faisait Péguy :

« Le misérable ne reçoit pas de sa misère la même impression partielle que le non-misérable qui voit la misère du misérable ; le misérable ne voit pas le monde comme le voit le sociologue ; le misérable est dans sa misère ; le regard perpétuel qu'il jette sur sa misère, lui-même est un regard misérable ; la misère n'est pas une partie de ses préoccupations, qu'il examine à tour de rôle, et sans préjudice du reste ; la misère est toute sa vie ».

Ceci constitue apparemment un obstacle insurmontable sur lequel est vouée à échouer toute politique de l'immigration. A moins que...

A moins que du sommet de l'Etat ne se fasse entendre une voix qui dirait aux Français que la souffrance des immigrés n'est qu'un révélateur des aliénations dont souffre tout notre peuple. Car, au fond, cette frustration qui frappe les immigrés n'est-elle pas un peu celle de tous les Français qui passent leur temps à courir après des gadgets multipliés et absurdes ?

Un film à succès qui passe en ce moment sur les écrans des métropoles françaises met en scène un Dupont-Lajoie français moyen raciste, stupide et ignoble. Mais Dupont-Lajoie qui ne vit que pour pouvoir changer de voiture et de caravane, prend ses vacances dans un camping hideux, vrai Sarcelles sur mer de toile, est atteint des mêmes maux que l'immigré. Il pourrait demain, si on lui en faisait prendre conscience, voir dans l'étranger un frère à aider.

Mais on voit mal M. Giscard proclamer cette vérité qui aboutirait à remettre en cause le système industriel et la dictature d'une caste dont il est le parfait produit.

Raison de plus pour que nous le fassions à sa place.

**Arnaud FABRE
et Michel GIRAUD**

(1) L'accueil des immigrés coïncide en effet avec l'intérêt français. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

c.i.a.

une officine de subversion

● **Véritable syndicat international du crime politique, les manifestations et les exactions de la C.I.A. sont innombrables.**

M. Chevrillon, en janvier dernier, s'étonnait des attaques contre la C.I.A. Seule la « gauche angélique », écrivait le directeur du *Point* — qui décidément tourne bien mal — peut se scandaliser qu'une centrale d'espionnage fasse son métier. En effet, s'il ne s'agissait que de cela, il faudrait vanter le réalisme de M. Chevrillon, aujourd'hui porte-parole de la classe dirigeante, et railler l'utopisme de la gauche, dont le directeur du *Point* était naguère une tête pensante. Mais c'est en vérité l'étonnement de M. Chevrillon qui surprend puisque chacun sait, depuis le Chili et Chypre, que l'espionnage n'est pas la seule activité de la C.I.A., officine spécialisée dans la subversion politique et le gangstérisme pur.

DE MÉDIOCRES ESPIONS

Arguments polémiques ? Un livre (1), censuré cent-soixante huit fois par la C.I.A., vient apporter la preuve formelle du danger que représente cet organisme chargé des basses œuvres de l'impérialisme américain.

Car nous sommes loin, ici, des images d'Epinal de la littérature policière. Au lieu de surhommes déjouant les intrigues criminelles des « rouges », Victor Marchetti et John Marks décrivent une organisation kafkaïenne, accomplissant médiocrement la mission de renseignement pour laquelle elle avait été créée au lendemain de la seconde guerre mondiale.

C'est que, tout au long de la guerre froide, ses échecs cuisants ne se comptent pas : échec total des guerillas envoyées en Albanie et en Ukraine ; échec du réseau installé en Pologne ; échec au Tibet contre la Chine. Le seul résultat dont la C.I.A. puisse se flatter — le retournement de l'agent russe Penkovski en 1960 — est plus un succès britannique qu'une victoire américaine.

Finalement, les résultats de la C.I.A. apparaissent dérisoires par rapport à ceux que les gouvernements obtiennent désormais sans difficultés grâce aux techniques modernes : les avions-espions et surtout les satellites ont renvoyé au musée les espions d'autrefois, avec leurs briquets photographiques, leurs valises-émetteurs et leur panoplie de fausses barbes.

UN ETAT DANS L'ETAT

La machine bureaucratique tourne cependant, et cette mécanique-là n'est pas neutre. C'est bien ce qui choque les Américains, qui s'aperçoivent que leur superbe organisation est devenue un Etat dans l'Etat. Avec ses 18 000 employés réguliers, et les quelques 200 000 personnes qu'elle contrôle, avec ses compagnies aériennes (Air America, Air Asia), son budget incontrôlable, la C.I.A. intervient dans la vie

américaine par l'espionnage, la corruption et le chantage.

On connaît depuis plusieurs années ses liens avec la « National Student Association » et avec les syndicats américains. Victor Marchetti et son collègue confirment ou révèlent qu'elle subventionne des écrivains (comme W. Rostow), des instituts de recherche (le célèbre M.I.T. jusqu'en 1966) et qu'elle « coopère » étroitement avec des firmes industrielles comme I.T.T. Et surtout qu'elle constitue, par la communication au pouvoir politique de renseignements soigneusement orientés ou même mensongers, un véritable groupe de pression au service du Pentagone et des industries américaines d'armement.

UNE OFFICINE DE SUBVERSION

Ces révélations ont de quoi inquiéter l'opinion publique américaine, à qui ce livre est destiné. Mais pour nous, là n'est pas l'essentiel, qui concerne l'activité internationale de la C.I.A. : non pas celle tournée vers un adversaire militaire potentiel, mais contre tous les pays, tous les mouvements politiques et tous les hommes qui cherchent à éviter ou à se libérer de la domination américaine.

C'est là que l'officine américaine se révèle d'une efficacité redoutable : corruption, chantage, assassinats, coup d'Etat, gangstérisme, tout lui est bon pour faire régner ou pour rétablir l'« ordre » américain. Car il n'y a pas que le Chili où, comme l'a récemment avoué le directeur de la C.I.A. tout l'arsenal de la subversion fut employé contre le régime Allende. Toujours en Amérique latine, la C.I.A. est responsable du coup d'Etat guatémaltèque de 1954 et du départ du brésilien Goulart dix ans plus tard, comme de la capture du « Che » Guevara en Bolivie ou du débarquement manqué de la Baie des Cochons contre Fidel Castro.

On dira peut-être qu'il s'agit là de « lutte anticommuniste ». La formule est très utile pour faire accepter la domination américaine ; très

extensible aussi puisque toute attitude d'indépendance nationale est qualifiée de « communiste », ce qui permet d'enfermer ou d'assassiner tout ce qui gêne le capitalisme et l'impérialisme politique américains.

Dire que la C.I.A. a du sang sur les mains est donc une timide périphrase. Elle baigne dans le sang, et son directeur Colby le premier, qui fut responsable, au Vietnam, du célèbre programme *Phoenix* au cours duquel entre vingt et quarante mille personnes **soupçonnées d'appartenir** au Vietcong furent exterminées.

Le sang, c'est aussi la dictature grecque où, sous la direction de Papadopoulos (agent américain depuis 1952) la « Révolution nationale » massacra et tortura des milliers de citoyens tandis que, pour « défendre le monde libre », la flotte américaine mouillait au Pirée. Le sang, c'est encore la tentative d'assassinat perpétrée contre Mgr Makarios en juillet dernier et le terrible affrontement qui s'ensuivit entre chypriotes.

Il faudrait aussi évoquer les manipulations monétaires de la C.I.A., son rôle dans le trafic de la drogue, ses méthodes de recrutement et tenter de cerner la corruption dont elle est responsable. Véritable syndicat international du crime politique, les ramifications et les exactions de la C.I.A. sont innombrables. A tel point que le livre très documenté de Marchetti et Marks nous laisse parfois sur notre faim, surtout quand à l'influence de la centrale américaine en France. De surcroît, les coupures de la censure empêchent de découvrir les renseignements qui nous intéressent, dans le domaine de la presse en particulier.

A d'autres de les révéler. L'essentiel est que le danger soit clairement défini et nettement circonscrit. Il n reste plus maintenant qu'à débrider l'abcès.

B. LA RICHARDAIS

(1) Victor Marchetti, John D. Marks : *La CIA et le culte du renseignement* (Robert Laffont). En vente à nos bureaux.

**la nouvelle
ACTION FRANÇAISE**

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

abonnez-vous

à la

naf-hebdo

la fin de la vie privée

Au moment même où le second tome de l'œuvre de Soljenitsyne, l'**Archipel Goulag**, est dans toutes les librairies, salué comme il se doit par l'ensemble de la presse non-communiste, un autre livre, qui se rapproche du premier par bien des aspects passe relativement inaperçu du grand public. A chaque régime son archipel : le nôtre s'appellera Cyclades, du nom d'un groupe d'îles de la mer Egée disposées en arc de cercle. Un bien joli nom de code, et très significatif, pour désigner ce qui est, avec tous les sens que recouvre ce mot évocateur, un immense filet.

Il s'agit d'un réseau d'ordinateurs, relié directement au réseau américain, et dont les ramifications s'étendent sur plusieurs pays d'Europe. Ce système électronique d'informations, destiné à centraliser les fichiers de nos diverses administrations est, paraît-il, en cours de construction, et nous savons gré à l'ouvrage de Gérard Messadié (1) d'avoir attiré notre attention sur cette expérience pour le moins originale et pleine d'enseignements.

Nous apprenons ainsi que cinq américains sur sept bénéficient de la faveur de figurer sur ces fichiers, où ils voisinent avec la totalité des citoyens italiens. La vocation de ces fichiers est de faciliter la tâche des fonctionnaires dans leur lutte contre le banditisme, ou plus simplement de rendre possible une meilleure activité des services administratifs. « L'honnête citoyen » n'aura, de cette façon, aucune inquiétude à se savoir mis en fiche, puisqu'il s'agit, comme toujours, de veiller à la sécurité publique, d'une manière certes indirecte mais d'autant plus efficace.

AU NOM DE L'EFFICACITÉ...

L'efficacité peut-elle ainsi dominer la vie contemporaine au point de justifier le viol de la vie privée ? C'est la question centrale de ce livre, et la réponse ne soulève aucun doute : si nous n'y prenons garde, le monde occidental n'aura bientôt plus rien à envier aux régimes totalitaires et saura utiliser des méthodes policières moins spectaculaires, mais combien plus redoutables que celles de ses illustres voisins dans des buts tout aussi terroristes. Tout nous conduit à une telle solution aux problèmes qui déchirent actuellement le monde capitaliste : la technicité omniprésente, la centralisation excessive, et surtout la conviction insensée que l'**harmonisation de la planète passe par la suppression du hasard**.

Le danger, c'est que la technique, la fiche, ne sont jamais neutres : **« les informaticiens... reconstituent dans leur monde mécaniste les structures de leur culture répressive »**. Ces outils d'information sont, par leur nature même, d'avance détournés au profit d'un parti, d'un groupe de pression. Quel meilleur exemple que celui d'Edgar Hoover, le patron du F.B.I., dont l'insolite puissance est sensible dans le monde politique américain tout entier ?

A partir de cet instant, la démarche de G. Messadié se perd dans un labyrinthe de contradictions et de propositions saugrenues, où il n'est pas utile de le suivre pas à pas. Alors que l'auteur avait trouvé des termes saisissants pour dépeindre le péril qui nous menace, il ne nous propose, pour y échapper,

que des remèdes insignifiants, comme le libre accès aux fiches, ce qui est absolument dérisoire.

Le contraste qu'offrent la véhémence de Messadié à dénoncer les embûches et sa timidité lorsqu'il s'agit — et sans ce point son livre n'a plus aucune portée — de remonter jusqu'aux causes qui ont rendu un tel cauchemar presque inévitable ne doit pas nous étonner.

Nous devons nous féliciter de cette initiative, qui dévoile un peu des noirs secrets de l'obsédante tyrannie qui nous entoure. Ce que nous ne pouvons admettre, c'est que M. Messadié soit à ce point prisonnier de ses préjugés politiques, qu'au moment de choisir entre la démocratie et la liberté, il n'hésite pas à sacrifier la vie privée. **« La notion de vie privée, écrit-il, n'est peut-être qu'une notion bourgeoise, celle d'une classe veillant jalousement à ses gains et à ses réputations. Y a-t-il des secrets de vie privée chez les Hottentots et les Indiens ? »**

Le Quotidien de Paris, lui, n'est pas dupe. Il voit dans ce danger une sérieuse mise en cause de la notion même de démocratie. C'est à la N.A.F. qu'il appartient de pousser le débat à fond et de montrer l'évolution « inéluctable » vers un régime autoritaire favorisant directement toute forme de barbarie assez subtile pour se présenter comme correspondant au sens de l'histoire.

José MACÉ

(1) La fin de la vie privée. Calmann-Lévy - 220 p.

la naf en mouvement - la naf en mouvement - la naf en mouvement

adhérents

Tous les adhérents ont dû maintenant recevoir leur carte 1975. Une lettre explicative a été envoyée à tous ceux qui ne sont pas en règle. Rappelons que les cartes sont établies pour les personnes remplissant les deux conditions suivantes :

- avoir signé un bulletin d'adhésion nouveau modèle (qui comporte la déclaration fondamentale) ;
- être à jour des cotisations pour le mois de décembre.

Les retardataires sont invités à régulariser leur situation rapidement, car nous désirerions que le renouvellement des cartes soit terminé pour la fin du mois.

la naf à la télé

L'émission « Tribune libre de la Nouvelle Action Française » est programmée sur la troisième chaîne (FR 3), le mardi 18 mars à 19 h 40. Cette date étant encore sous réserve, nous invitons nos lecteurs à se reporter aux programmes donnés par la presse pour avoir confirmation.

Cette « Tribune » va nous permettre de toucher un public beaucoup plus vaste et beaucoup plus diversifié que celui que nous atteignons d'habitude. Nous vous invitons à donner à cette émission le plus de publicité possible.

CAMP D'ÉTÉ

Après nos deux expériences de Thau 73 et Agde 74, il nous faut envisager ce que sera notre camp de propagande 1975. Pour ce faire, nous devons mettre au point une formule qui tienne compte des leçons de ces deux expériences. Que tous ceux qui ont des idées sur ce que nous devrions faire (et tout particulièrement ceux qui ont participé au camp d'Agde) nous envoient leurs réflexions ordonnées autour de trois thèmes :

- bilan de l'expérience d'Agde ;
- quels objectifs pour le camp ?
- quels moyens, donc quelle formule pour le camp 75 ?

Ces rapports doivent nous parvenir rapidement pour que nous puissions en faire la synthèse pour mettre sur pied notre projet 75.

contribution à l'actualité policière

● Pour que la révolte sorte du désespoir, il faut qu'elle puisse se raccrocher à une authentique fidélité, qui éclaire la vie.

Le gangstérisme et le banditisme sont de tous les temps. Il serait donc plutôt naïf de proclamer que les actes et les procédés qui indignent légitimement aujourd'hui, s'expliquent uniquement par la civilisation qui est nôtre. Pourtant, c'est le mérite d'un Michel Foucault que d'avoir montré comment à chaque époque la société s'ordonne selon son propre code en des structures originales qui forment un système spécifique. Plus profondément, un Berdiaeff a montré que l'évolution culturelle faisait réagir de façon originale l'individu dans ses profondeurs spirituelles ! L'univers psychologique de Shakespeare n'est déjà plus celui de Dante, et les « tragédies » de Dostoïevski appartiennent encore à un autre registre, même si c'est toujours la personne identique qui est en cause.

LE MÉPRIS DE L'AUTRE

Ainsi il peut être intéressant de relier les formes de la délinquance contemporaine à la civilisation industrielle pour essayer de déterminer les liens apparents ou les réseaux plus subtils qui les mettent en rapport. Ce qui m'a tout d'abord frappé dans les événements des semaines passées, c'est la parenté certaine qui s'établit entre les pilliers de banque et les jeunes révoltés de la bande à Baader en Allemagne. Des deux côtés il y a prise d'otage et du même coup mépris absolu pour l'autre, ses droits élémentaires, qui paraît proche de l'absence de cœur. Ce cynisme à l'égard d'autrui est lié également au cynisme à l'égard de soi. Rien ne vaut rien.

On dira que chez les jeunes anarchistes allemands, il y a la volonté de créer un monde plus juste, même si c'est au prix des pires moyens. Et puis ces moyens, n'est-ce pas la « société » qui les impose ? (1) Peut-être ; mais cette volonté révolutionnaire est liée à un tel inaccessible et détermine un mode d'existence tel que seules deviennent réelles destruction et autodestruction. Seul le désespoir demeure sous des airs de se moquer de tout.

Dans le roman de Jean d'Ormesson, dont je parlais la semaine dernière, émerge une figure bien significative, celle d'Alain, l'arrière-petit-fils du hobereau traditionaliste de Plessis-les-Vaudreuil. Entre les deux personnages, souligne le romancier, le contraste est tellement outré que l'on finit par établir des correspondances, comme entre le moi et son double, un absolu négatif répondant à un absolu positif. Des deux côtés, même intransigeance, même volonté implacable d'aller jusqu'au bout de son chemin quoi qu'il en coûte, et quoi qu'en pense une opinion moyenne dont on se moque éperdument. Et pourtant d'un côté c'est pour défier l'apocalypse, de l'autre c'est pour la précipiter.

Au début de ses aventures, le prodigue, tandis qu'il prépare les grandes « manif » avec Geismar et Cohn Bendit, explique à son oncle, en

l'espèce le narrateur d'*Au plaisir de Dieu* (2), quelle société plus juste il veut instaurer, quel monde pourri il veut faire sauter, etc. Mais quelques mois plus tard, tandis que le printemps a passé de façon fulgurante en laissant pour finir un goût amer d'échec, le ton change, l'imagination flamboie, de terribles obsessions osent s'avouer. Comment réagir à cette société qui récupère sans problème, transforme en quelques mois de fanatiques barricadiers en jeunes cadres aux dents longues ? Par la poudre et les balles ! Pire, par la cruauté, la peur qui glacera de terreur les bourgeois. Pensez un peu à leur mine le jour où on découvrira le président de l'Assemblée nationale crucifié au milieu de la forêt de Fontainebleau... De tels fantasmes ne peuvent déboucher que sur le pire. Le neveu était-il pour quelque chose dans cette sorte de crime rituel qui défraya un court moment la chronique ? L'oncle a de bonnes raisons pour le craindre, d'autant plus que quittant la France, Alain ne serait plus dès lors qu'un impossible pèlerin traînant sa carcasse et ses rêves à tous les carrefours d'illusion du vaste monde.

CHEMINS DE LA FOLIE

Libération n'hésitait pas l'autre jour, à montrer à la une la photo du jeune gangster abattu par la police, laissant sous-entendre une solidarité, presque une fraternité... Pourtant, d'un côté nous avons des chevaliers de la justice, de l'autre des chevaliers du crime, sans foi aucune. Apparemment nulle parenté ne semble exister entre eux que celle de la révolte. Certes Dostoïevski dans les *Possédés* nous a généralement décrit les chemins qui mènent de la révolte à la folie nihiliste, à tel point que son Verhovenski est resté dans les esprits comme l'archétype du délire révolutionnaire associé au criminel diabolique. Mais il me semble qu'aujourd'hui il y a des liens contraignants qui expliquent comment, à une société acquise honteusement au nihilisme, ne peut s'opposer logiquement qu'une révolte nihiliste.

Si nous reprenons l'exemple que nous fournit Jean d'Ormesson, un élément apparaît capital dans l'évolution psychologique du jeune homme : la dissolution lente mais sûre du lien familial. Que ce lien familial ne pouvait subsister identiquement ne fait pas de doute. Le drame c'est que rien ne l'ait remplacé, et que l'autorité indispensable en toute société ait disparu sous sa forme patriarcale pour ne plus subsister sous une forme humaine, fût-elle faillible. Je dirais presque : heureusement imparfaite et faillible. Non seulement il n'y a plus de sociabilité familiale, mais comme le disait Maurice Clavel : *ils n'ont plus rien en face, plus personne*. Même pas ce partenaire, plus ou moins accepté mais aimé qui s'appelait le père.

Et il n'est pas vrai, en même temps, que l'autorité et la contrainte aient disparu. La contrainte demeure sans le visage de l'autorité et la civilisation industrielle impose une formidable pression sur les consciences, sous la forme anonyme d'un gigantesque sur-moi, sans cesse présent, sournoisement présent. Et ce qui devient alors intolérable pour la révolte, c'est qu'elle

ne puisse s'opposer à personne, mais seulement à ce *sur-moi*, qui s'identifiera finalement à tout, qui prendra subsidiairement le visage du flic, dans la mesure où le flic est le dernier visage humain de la contrainte. Je ne parle plus ici que d'autorités humaines, puisque d'autorité divine il n'est même plus question. L'autorité divine, elle avait les caractéristiques de la perfection et de l'infailibilité. Pourtant, dans l'univers chrétien, elle ne se concevait pas sans liberté, sans pardon, sans rachat. Nous étions donc aux antipodes du sur-moi infailible et transcendant, mais sans communication, hâssable jusqu'à pousser au crime.

UNE FIDÉLITÉ...

La phrase fameuse de Malraux sur l'homme pessimiste et actif, sans fidélité, qui deviendra inmanquablement fasciste, nous pouvons la reprendre en associant le mot nihiliste au mot fasciste lié à des circonstances historiques précises. Le problème est bien le même. Pour pouvoir sortir la révolte du désespoir, il faut que celle-ci puisse se raccrocher à une authentique fidélité, quelque chose à quoi se raccrocher, qui éclaire la vie, justifie l'action, l'enchaîne à un véritable amour, à une ferveur positive. Mais où aujourd'hui trouver ce quelque chose ? Dans l'univers technocratique c'est impossible : toute fidélité ressort d'un monde étranger à sa rationalité de l'efficacité et de la puissance. Que l'on ne s'étonne pas des conséquences.

Les idéologies héritées du XIX^e siècle sont de plus en plus évanescentes. Le marxisme n'est plus rien pour le P.C. qui ne se fonde plus, en vérité, que sur sa fidélité à la classe ouvrière. Et c'est pour cela qu'il reste quelque chose de solide. Quant à l'idéologie démocratique, elle apparaît aujourd'hui dans son indéfinie rhétorique stigmatisée par Bernanos avec une lucidité stupéfiante. Qu'en subsiste-t-il en dehors de l'arbitraire le plus absurde d'un quotient mathématique ?

Il faut être lucide : nous sommes dans le désert dont le néant est dieu et où hurlent les spectres de la détresse. Aucune oasis, et surtout, pas une source à l'horizon. Reste à savoir si Dostoïevski ne doit pas venir faire jaillir sa lumière sur le terrain qu'il nous a fait découvrir, qu'il nous permet de reconnaître. Nous avons été jusqu'au bout du jeu grandiose de la liberté, et nous avons considéré que nous allions à notre perte. C'est maintenant le grand moment du salut, et premièrement du salut de cette liberté. Et puis il y a également Heidegger commentant Junger et nous confiant que c'est dans la pire détresse que jaillit le plus grand salut.

A des degrés plus humbles, à nous d'agir pour que les fidélités charnelles rendent quelque espoir, quelque mesure, pour que la révolte n'entraîne plus à la mort de l'espérance, mais à la renaissance, à une vraie renaissance. Nous en reparlerons.

Gérard LECLERC

(1) Les conditions d'emprisonnement en Allemagne sont telles qu'elles perpétuent et enveniment les réactions sauvages.

(2) N.R.F., Gallimard.